



HAL
open science

Lectures croisées d'Essai d'histoire locale de Djiguiba Camara, édité par Elara Bertho et Marie Rodet

Etienne Smith, Ophélie Rillon

► To cite this version:

Etienne Smith, Ophélie Rillon. Lectures croisées d'Essai d'histoire locale de Djiguiba Camara, édité par Elara Bertho et Marie Rodet. 2020, <https://elam.hypotheses.org/3337>. halshs-03064529

HAL Id: halshs-03064529

<https://shs.hal.science/halshs-03064529v1>

Submitted on 14 Dec 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

Lectures croisées

d'*Essai d'histoire locale de Djiguiba Camara*, édité par Elara Bertho et Marie Rodet

Ophélie Rillon et Étienne Smith

Citer :

RILLON, Ophélie, et SMITH, Étienne, 2020. Lectures croisées d'*Essai d'histoire locale de Djiguiba Camara*, édité par Elara Bertho et Marie Rodet. *Esquisses | Les Afriques dans le monde* [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://elam.hypotheses.org/3337>.

Version PDF : 14 pages.

Les auteurs : **Ophélie Rillon** est chargée de recherches en section 40 (Politique, pouvoir, organisations) au CNRS, membre du laboratoire Les Afriques dans le monde. **Étienne Smith** est maître de conférences en sciences politiques à Sciences Po Bordeaux, membre du laboratoire Les Afriques dans le monde.

Le séminaire du LAM a accueilli le 19 novembre 2020 Elara Bertho, chargée de recherche en littérature au CNRS, et Marie Rodet, historienne et professeure à la SOAS London pour discuter de leur dernier ouvrage commun : *Essai d'histoire locale de Djiguiba Camara*, Leiden, Brill (« African Sources for African History », Volume 17), 2020 – un ouvrage en accès ouvert intégral en version numérique : <https://doi.org/10.1163/9789004424876>.

Issu d'une enquête de longue haleine menée entre la Guinée et la France, cet ouvrage retrace la trajectoire d'un acteur clef de l'historiographie de l'Afrique de l'Ouest, Djiguiba Camara, auteur guinéen méconnu. Ce dernier s'est attelé entre 1928 et 1955 à la rédaction d'un texte sur l'histoire de la Haute-Guinée, de l'époque pré-samorienne à la constitution de l'Empire du Wassoulou à la fin du XIX^e siècle. Par un remarquable travail d'édition de ce texte ainsi rendu public, les autrices interrogent plus largement les ressorts de l'écriture de l'histoire de l'Afrique en contexte colonial et postcolonial.

Lecture d'Ophélie Rillon

Trajectoires croisées d'historien ne s de l'Afrique

Au commencement était un texte, celui de Djiguiba Camara, enfoui dans les archives d'un historien européen : Yves Person. La découverte de ce tapuscrit par les chercheuses les a conduites sur les traces d'un auteur guinéen et de son « désir d'histoire ». En [prélude](#), Bertho et Rodet nous plongent ainsi dans les coulisses de leur recherche, au cœur d'une investigation palpitante dans les archives coloniales et les sources orales familiales, une enquête rythmée par les surprises et les déconvenues, et dont la restitution permet de prendre la mesure de l'importance du texte édité en deuxième partie de l'ouvrage. L'histoire de l'enquête et l'étude de la source forgent le socle d'une réflexion sur l'écriture de l'histoire de l'Afrique et la construction des savoirs en contexte colonial et postcolonial, grâce à la mise en miroir de deux trajectoires d'historiens profondément asymétriques.

Bien qu'il ne soit pas l'objet central de l'ouvrage, l'ombre d'Yves Person plane sur l'ensemble du texte. Historien européen reconnu, pionnier de l'histoire de l'Afrique en France, celui-ci a commencé ses recherches doctorales en tant qu'administrateur colonial dans les années 1950¹. Il a rédigé une somme sur l'histoire de Samori Touré, fondateur d'empire à la fin du XIX^e siècle et résistant à la colonisation². Au sein de ses archives déposées à la Bibliothèque de recherche africaine de l'Université de Paris 1 dormait le manuscrit de Djiguiba Camara. La seconde trajectoire, centrale cette fois, est celle de Djiguiba Camara, historien guinéen méconnu (en Europe), aîné de Person, qui commence à écrire l'histoire au moment où naît Person dans les années 1920. Mais Djiguiba Camara est un Africain, en contexte colonial. Il n'est donc pas reconnu comme historien : il est un auxiliaire de l'administration coloniale en tant qu'interprète mais aussi chef de canton. La seule reconnaissance qu'il eut dans la construction des savoirs sur l'Afrique est d'avoir été l'un des principaux informateurs de Person à l'époque coloniale tardive. Dans le travail de l'historien français, il apparaît d'ailleurs en note de bas de page, sous un numéro (le numéro 5), et n'est que rarement nommé par son nom. Djiguiba Camara et Yves Person partagent un intérêt commun pour l'histoire de Samori Touré.

Dans cet enchevêtrement de trajectoires historiennes enfin, il y a Elara Bertho et Marie Rodet, chercheuses du XXI^e siècle, femmes, cheffes d'orchestre du récit, qui contribuent à faire sortir Djiguiba Camara de l'invisibilité où Person l'avait plongé bien malgré lui. Bertho et Rodet se gardent bien, en effet, de faire à l'historien français un procès « anachronique ». Elles rappellent combien Person a révolutionné l'écriture de l'histoire de l'Afrique en intégrant les « sources orales africaines » comme matériaux de recherche. Mais l'écrit demeurait, selon les conceptions de l'époque, un privilège Blanc/occidental dans la division du travail scientifique. Depuis, de l'eau a coulé sous les ponts, nos conceptions ont évolué, même s'il reste encore du chemin à parcourir pour restituer « la part africaine » de l'écriture de l'histoire³.

La biographie comme méthode

S'inscrivant dans le sillage des travaux sur les compagnons obscurs de la science coloniale, cet ouvrage nous montre toute l'importance de replacer la pratique de l'écriture historique dans la biographie des individus. Cette démarche permet à la fois d'éclairer le rapport de Djiguiba Camara à l'écriture de l'histoire et son positionnement – complexe – dans les hiérarchies coloniales. L'étude retrace ainsi toutes les embûches rencontrées par l'historien guinéen pour consulter les archives de l'administration coloniale qui lui en refuse l'accès. À cet égard, le parallèle avec Person qui mène sa recherche comme administrateur colonial quelques décennies plus tard est saisissant, puisqu'il a pu mener ses recherches en profitant de son statut dans l'administration française, ce qui lui a permis de pouvoir consulter les archives, d'une part, et d'autre part d'intégrer à ses tournées de vastes enquêtes orales. Au final, c'est quand il devient chef de canton en 1928 que

¹ Charles Becker, Roland Colin, Liliane Daronian et Claude-Hélène Perrot (dir.) (2015), *Relire Yves Person*, Paris, Présence africaine.

² Yves Person (1968-1970-1975), *Samori, Une révolution dyula*, Dakar, IFAN, 3 tomes.

³ Étienne Smith et Céline Labrune-Badiane (2018), *Les Hussards noirs de la colonie. Instituteurs et petites patries en AOF*, Paris, Karthala ; Sophie Dulucq (2009), « Les Africains et la mise en récit du passé (fin XIX^e siècle-années 1930) », dans *Écrire l'histoire de l'Afrique à l'époque coloniale. (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, Karthala, p. 161-207. URL : <https://www.cairn.info/ecriture-l-histoire-de-l-afrique-a-l-epoque-colonial--9782811102906-page-161.htm>.

Djiguiba Camara s'attelle véritablement à l'écriture de son manuscrit. Le passage à l'acte scientifique aurait été incité par un administrateur de sa connaissance. Mais écrire l'histoire contribue sans doute aussi à asseoir son autorité locale. Quoi qu'il en soit, au temps de l'enquête succède le temps long (1928-1955) de l'écriture et du traitement des données. Quelques années plus tard, en 1934, il a accès à un bulletin de renseignement rédigé par un instituteur africain, Dominique Traoré, autre auxiliaire invisible de la constitution des savoirs scientifiques. Loin d'être anecdotique. Cet épisode montre la méthodologie adoptée par Camara, la manière dont il opère une critique du document. Il croise les sources et fait un travail d'historien selon les codes européens de la discipline (p. 150), et ce malgré le regard sévère que pose le « professeur » Person sur le manuscrit qu'il juge « confus » (p. 16). On pourrait plutôt dire « touffu » et « aride » à la lecture de ce texte qui ne se dévore nullement comme un roman. « Ardu », écrit Djiguiba Camara pour qualifier son propre travail.

À première vue, l'écriture de l'histoire locale à laquelle s'attelle Djiguiba Camara correspond à l'idéologie véhiculée dans les programmes des écoles coloniales : transmettre l'histoire locale pour ancrer les colonisés dans leur communauté et éviter à tout prix de former des « déracinés ». Sans doute Djiguiba Camara reproduit-il ici les codes auxquels il a été formé sur les bancs de l'école des fils de chef de Kayes ou dont il s'est imprégné par ses lectures. Pourtant, son texte échappe rapidement à ce canevas et opte pour un registre plus inhabituel – et peut-être subversif – dans l'analyse historique qu'il produit sur Samori Touré et la période antérieure à son empire. Si le texte de Djiguiba Camara dépeint la figure ambiguë de Samori (entre héros et tyran⁴), il contribue aussi à montrer qu'il y avait des États (le terme est employé à plusieurs reprises) en Afrique avant la colonisation et même avant l'empire de Samori. Ces États reposaient sur un système centralisé en matière judiciaire (très genré), éducatif (pour les garçons), militaire, etc. Sous sa plume, surgissent également des analyses scientifiques d'une étonnante actualité. Il qualifie ainsi l'art de gouvernement de Samori et sa diplomatie comme étant : « La meilleure politique en ce temps, [...] celle du ventre » (p. 110). Une idée qu'il reprend lorsqu'il évoque la capacité de Samori à recruter des jeunes gens dans son armée, usant pour ce faire de « la politique du ventre plein ». C'était l'engagement volontaire » (p. 144), ce qui n'est pas sans rappeler les analyses, bien plus tard, de Bayart sur la « politique du ventre »⁵. À bien des égards, son texte peut ainsi être lu comme un contre-récit à l'histoire « officielle » diffusée par l'administration coloniale et centrée soit sur les « coutumes » anhistoriques africaines, soit sur la conquête et la « mission civilisatrice » française. Avec d'autres⁶, Camara contribue ici à restituer les dynamiques politiques africaines antérieures à la colonisation et les inscrits dans « l'histoire générale », comme il le note dans un avant-propos d'une grande modernité :

Il était nécessaire qu'à l'heure où devant la montée des conceptions européennes, notre passé tend à s'incorporer à une histoire générale, des voix s'élèvent, des hommes parlent [...] Ils sont mal connus, ces ancêtres. Ils ont lutté pour un idéal [dont] les savants, des historiens dégageront des faits.

⁴ Elara Bertho (2019), *Sorcières, tyrans, héros : mémoires postcoloniales de résistants africains*, Paris, Honoré Champion, coll. « Francophonies », 518 p.

⁵ Jean-François Bayart (1989), *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 439 p.

⁶ Des instituteurs issus de William Ponty avaient par exemple créé dans les années 1930 le groupe « Art et travail » au Soudan-français, qui jouait des pièces de théâtre sur Samori Touré ou Sundjata Keita, terreau d'un « nationalisme culturel », selon les mots de François Manchuelle (1995), « Assimilés ou patriotes africains ? Naissance du nationalisme culturel en Afrique française (1853-1931) », *Cahiers d'études africaines*, vol. 35, n°138-139. p. 333-368. <https://doi.org/10.3406/cea.1995.1453>.

Cependant, pour nous les héritiers d'un beau passé notre désir est d'éclairer les jeunes : ils ont besoin de cela pour se reconnaître dans leur pays où la civilisation avec son inexorable optimisme, introduit des mœurs nouvelles qui tendent à tout voiler, à tout déformer, même les hommes. Devant la montée des concepts européens, notre devoir n'est pas d'opposer une résistance (passive ou active), mais d'aider à nous comprendre pour nous aimer. Oui, mon cher ami, pour aimer un pays, il faut connaître son histoire. Et, cette histoire est un enseignement civique que d'autres développent.

Djiguiba Camara produit un récit alternatif à celui de l'historiographie coloniale européenne, sans être pour autant un « militant anticolonial ». Il eut certes de nombreux démêlés avec l'administration française mais il s'opposa aussi vivement à Sékou Touré, le leader du Rassemblement démocratique africain (RDA), qui voulait abolir la chefferie. Djiguiba Camara est un personnage ambigu qui, à l'instar de nombreux colonisés, cherche à frayer son chemin dans la société coloniale. Lorsqu'il met le point final à son manuscrit en 1955, il est un aîné qui s'adresse aux jeunes générations ; un aîné qui voit l'empire se transformer et croit – avec d'autres – en l'amélioration des conditions de vie des colonisés à l'intérieur de l'Union française qui deviendra bientôt Communauté en 1956. Ni collaborateur soumis, ni anticolonial farouche, il s'apparente à ces élites « nationalistes aristocratiques »⁷, celles qui furent les perdantes de l'histoire des décolonisations et ont, de ce fait, été enfouies dans les mémoires nationales.

Si la trajectoire de Djiguiba Camara est au cœur de cette histoire, l'enquête déborde largement le cadre de sa vie. Derrière cette figure se dessine le récit d'une transmission des savoirs historiques de père en fils sur trois générations⁸ : le père de Djiguiba Camara a été un ministre de Samori Touré avant de prendre le parti des Français et a transmis l'histoire orale à son fils Djiguiba Camara. Celui-ci l'a mise à l'écrit et fait œuvre d'historien selon les conceptions européennes. Son propre fils Daouda Camara a repris l'entreprise paternelle d'écriture et a transformé de texte d'une centaine de pages en un manuscrit monumental de 2 000 pages (dépassant en volume la thèse de Person !). Le poids de l'écrit, au sens propre comme figuré, forge le fil d'une obsession familiale qui se transmet de génération en génération. Il tisse la trame d'une quête de reconnaissances scientifique et politique restituée avec beaucoup de tact et de sensibilité par les autrices.

Un texte hybride comme objet

La trajectoire de Djiguiba Camara forge le canevas du récit qui prend cependant pour objet d'étude sa production historique : *Essai d'histoire locale*, un texte profondément hybride. Au sein de cette source écrite d'une centaine de pages, les autrices identifient une superposition de couches de matériaux qui vont des traditions orales aux sources orales, en passant par des contes, des généalogies et règles de lois. Elles décryptent le processus de transcription et de mise en écrit de l'oralité qui se double d'une traduction/interprétation avec le passage d'une langue africaine (malinké) au français. L'analyse met à jour l'enchevêtrement complexe des données collectées et mobilisées par Djiguiba Camara qui fait éclater les catégories usuelles de la recherche historique, à l'exemple de la partition entre sources écrites et orales. À cela s'ajoute le travail archéologique opéré dans le texte de Person pour y retrouver les données qu'il avait puisé dans le texte de

⁷ Jean-Hervé Jézéquel (2003), « Le « nationalisme officiel » du Parti progressiste soudanais (PSP). Histoire d'un projet politique inabouti », *Anales de Desclasificación*, vol. 1, n° 1, 2003, p. 175-186.

⁸ Elara Bertho et Marie Rodet (2019), « Mise en scène familiale, usages du savoir et campagnes politiques : Djiguiba Camara (Guinée) », *Cahiers d'études africaines*, vol. 234, n° 2, p. 543-570.

<https://doi.org/10.4000/etudesafricaines.26012>.

Camara, avec ses propres réécritures et interprétations. Cette recherche, sans aucun doute chronophage et laborieuse, contribue à rendre cette source extrêmement vivante et dynamique, tant s'y mêlent des matériaux d'une grande diversité et des voix multiples. Bertho et Rodet ne laissent rien passer dans l'étude de la source et effectuent un travail éditorial d'une grande précision.

Bien qu'une copie ait été « enterrée » dans les archives de Person, cette source (ou texte d'histoire) est aussi vivante parce que d'autres exemplaires ont continué à circuler sur le continent africain, entre la Guinée et la Côte d'Ivoire. Et en déterrando la copie en France, les autrices lui ont donné une seconde vie et l'ont enrichi de nouveaux matériaux (sonores, filmiques, photographiques). Ceux-ci n'ont pas trouvé leur place dans l'ouvrage, si ce n'est comme paratexte, mais on peut espérer qu'ils serviront de matière à un futur projet de documentaire.

Au final, cet ouvrage est un bel exemple de la richesse d'une recherche conduite en binôme qui croise le regard d'une historienne et d'une littéraire et permet ainsi de multiplier les points d'entrées pour étudier cette source. En faisant le choix de la publier en bilingue (français/anglais), les autrices contribuent à la fois à rendre à Djiguiba Camara ses lettres de noblesse d'historien et à rendre généreusement accessible à d'autres cette source qui pourra ainsi continuer à être étudiée. De fait, ni la thèse de Person et ni cet ouvrage n'épuisent la richesse des questionnements soulevés par ce document. À ce titre, on peut être surpris que le texte de Djiguiba Camara passe largement sous silence la question de l'esclavage et des populations de statut servile. Est-ce un biais de sa part ? Une telle évidence qu'elle ne mérite pas d'être mentionnée ? Un statut social oublié par d'autres : le mariage⁹, le travail ? À l'inverse, Djiguiba Camara évoque à de nombreuses reprises la place des femmes dans l'entourage de Samori, la dimension sexuée du traitement judiciaire et le poids du genre dans les conflits politiques de la fin du XIX^e siècle. À bien des égards, cette source désormais éditée peut contribuer au renouvellement des questionnements historiographiques.

Lecture d'Étienne Smith

« Essai d'histoire locale » de Djiguiba Camara offre une riche et double contribution, d'une part à l'histoire de la région et de l'entreprise samorienne, d'autre part à l'histoire de l'écriture de l'histoire en contexte colonial. On ne peut que se féliciter de la publication et de l'édition serrée de ce texte par Elara Bertho et Marie Rodet, qui permet de sortir de l'oubli une participation africaine précoce à la fabrique des savoirs historiques sur la Guinée au XIX^e siècle et de nourrir la réflexion sur les conditions d'écriture, les enjeux, et les apports de cette contribution jusqu'alors méconnue.

En dépit de l'enquête fouillée des autrices, le processus d'écriture du texte conserve sa part de mystère. On imagine les nombreuses strates d'écriture et de réécriture de ce texte entre son entame en 1928 et son point final en 1955, soit vingt-sept années plus tard. L'écriture au long cours du texte rend malaisés les essais d'interprétation des intentions de son auteur. En effet, écrire en AOF en 1928 ou en 1955 ne relève pas tout à fait du même exercice. On imagine un texte

⁹ Marie Rodet (2010), « “Le Commandant a refusé catégoriquement de me redonner mes femmes”. Genre, émancipation des esclaves et migration au Soudan français (1900-1914) », dans Myriam Cottias (éd.), *Les traites et les esclavages: Perspectives historiques et contemporaines*, Paris, Karthala, p. 235-247. <https://doi.org/10.3917/kart.cotti.2010.01.0235>.

peut-être initialement destiné au *Bulletin du Comité d'études Historiques et Scientifiques de l'AOF (BCEHSAOF)*, ou soumis pour l'un des prix du gouvernement général de l'AOF mis en place à partir de 1929 pour encourager l'écriture de travaux ethnographiques et historiques par les lettrés « indigènes », ou encore pour une publication en France dans la revue *Outre-Mer* via le parrainage d'un administrateur colonial¹⁰. Quoi qu'il en soit, c'est un texte qui, au fil du temps, excède l'ambition originale et devient un travail de documentation de premier ordre, se voulant quasi exhaustif, pour devenir à la fin aussi un texte témoignage voire un testament politique et familial.

Le mystère s'épaissit quand Elara Bertho et Marie Rodet reviennent sur la collaboration entre Djiguiba Camara et Yves Person, en particulier sur les malentendus qu'elle a générés autour de la promesse d'une publication et sur les conditions d'un dialogue et échange intellectuel entre un apprenti chercheur européen par ailleurs administrateur colonial et son interlocuteur guinéen faisant lui aussi œuvre de chercheur, fût-il amateur. Comme le soulignent à juste titre les autrices, cette pénombre pesant sur la genèse du texte ne doit pas faire oublier son contenu et occulter le fait que, comme bien d'autres lettrés « auxiliaires » de l'administration coloniale, Djiguiba Camara écrit d'abord pour lui-même, et que la rencontre avec le chercheur européen n'est qu'un épisode dans un travail au long cours. Il faut ainsi restituer autant que possible le projet d'écriture et ses intentions dans toute sa complexité sans l'enfermer dans le rôle de collaborateur ponctuel de tel ou tel savant européen, prisme à travers lequel ces lettrés « intermédiaires » de l'ordre colonial nous apparaissent le plus souvent¹¹.

Faire de la recherche en AOF : chefs de canton et instituteurs

Si Djiguiba Camara était connu pour avoir été un des informateurs importants d'Yves Person, il reste par contre encore à découvrir qui furent ses propres informateurs. Dans la veine des textes administratifs, Djiguiba Camara est peu disert sur sa méthode ethnographique : lieux de la collecte d'informations, dates, personne rencontrées, nous n'en saurons rien dans les premiers temps du texte. Mais au fil de l'écriture quelques éléments apparaissent. Il évoque ainsi des « sources [...] autorisées » de la tradition orale, des « témoins oculaires »¹², qui ne sont toutefois pas nommés dans un premier temps. On sait grâce à Elara Bertho et Marie Rodet que son père, Kéoulen Camara, a été membre du conseil de Samori Touré, et l'un des informateurs principaux de Djiguiba

¹⁰ En 1929, la revue *Outre-Mer* de l'École coloniale à Paris lance un prix annuel de 1 000 francs pour « des études de langue française, composées par des auteurs originaires des colonies françaises ». De son côté, le gouvernement général de l'AOF institue en 1931 un prix annuel de 3 000 francs pour récompenser des « travaux d'ordre scientifique et documentaire dus à des indigènes originaires de l'AOF ». Sur ces prix et leurs lauréats, cf. Céline Labrune-Badiane et Étienne Smith (2018), *op. cit.*, p. 182-186.

¹¹ Sur les stratégies d'écriture des lettrés africains europhones en AOF, voir Manchuelle (1995), art. cit., p. 333-368 ; Hans-Jürgen Lüsebrink (2003), *La conquête de l'espace public colonial. Prises de parole et formes de participation d'écrivains et d'intellectuels africains dans la presse à l'époque coloniale (1900-1960)*, Québec/Frankfurt am Main/London, Nota bene/IKO-Verlag ; Sophie Dulucq (2006), « Des yeux africains derrière des lunettes européennes ? Historiographie et logiques autochtones en AOF (c. 1900-c. 1930) », *Outre-mers, revue d'histoire*, n° 352- 353, p. 15-32, <https://doi.org/10.3406/outre.2006.4221> ; Jean-Hervé Jézéquel (2007), « Voices of Their Own? African Participation in the Production of Colonial Knowledge in French West Africa, 1910–1950 », in Helen Tilley (ed.), *Ordering Africa. Anthropology, European Imperialism, and the Politics of Knowledge*, Manchester, Manchester University Press, p. 145-172 ; Labrune-Badiane et Smith (2018), *op. cit.*

¹² Djiguiba Camara, p. 27 et p. 46 du tapuscrit. Dans Bertho et Rodet (2020) : https://doi.org/10.1163/9789004424876_005.

Camara. Un des fils de Samori, Sarankèn Mori, compte également parmi les témoins consultés¹³. Au-delà de ces témoins privilégiés, cependant, les informateurs de l'auteur restent anonymes. Sur ce point, le contraste entre la pratique ethnographique d'un chef de canton comme Djiguiba Camara et celle des élèves-maîtres et instituteurs d'AOF est particulièrement marqué. Le silence relatif de Djiguiba Camara sur ses sources ne se retrouve pas dans les travaux d'instituteurs qui exposaient souvent de façon minutieuse la liste des informateurs et les conditions de leur enquête, selon les consignes reçues pendant leur formation à l'École normale William-Ponty. En outre, on est frappé d'apprendre que Djiguiba Camara convoquait à Damaro ses informateurs, qu'il mettait en quelque sorte à profit son statut de chef pour faire venir à lui des informateurs. À l'inverse, les instituteurs étaient des enquêteurs itinérants, s'épuisant en déplacements permanents au contact des enquêtés qui les recevaient parfois avec méfiance.

Quant aux sources écrites, elles ont dû être nombreuses, mais presque aucune n'est mentionnée, hormis une référence aux archives militaires françaises, probablement celles du poste de Kérouané, où il fut affecté en 1900, mais dont une partie a d'ailleurs brûlé six ans avant son arrivée¹⁴. Le mystère reste donc entier, mais les recherches effectuées par Elara Bertho et Marie Rodet laisse présager que cet intérêt pour les archives administratives de Djiguiba Traoré est à creuser davantage. D'autant plus que cet intérêt pour les documents de l'administration lui a causé des problèmes avec les autorités, celles-ci lui reprochant de les avoir utilisés à ses propres fins¹⁵. C'est dire si Djiguiba Camara a été confronté de près à la division du travail de la raison administrative et ethnologique coloniale : aux employés africains de l'administration le travail de collecte voire de compilation des archives, mais la consultation ultérieure, l'analyse et la synthèse reste officiellement le monopole des Français.

Il est pourtant une source écrite, une seule, qui est citée par Djiguiba, c'est celle d'un court article de l'instituteur Dominique Traoré cité dans le *Bulletin d'Information et de Renseignements* de l'AOF en 1934, mais originellement publié dans le *Bulletin de l'Enseignement en AOF*¹⁶. Nous avons là deux auteurs, l'un instituteur, l'autre chef de canton, qui ont fréquenté la même école des fils de chefs à Kayes à quelques années d'intervalle. Ce passage est intéressant car il témoigne de la circulation des savoirs écrits par des lettrés africains dans l'espace public aofien par l'entremise des revues officielles, et du dialogue qui s'amorce entre auteurs africains sur l'histoire de la région, sans passer par une discussion d'auteurs européens¹⁷.

¹³ Djiguiba Camara, p. 59 et p. 68 du tapuscrit. Dans Bertho et Rodet (2020) :

https://doi.org/10.1163/9789004424876_005.

¹⁴ Les autrices signalent que Djiguiba Camara fut en poste en 1900 au poste de Kérouané, soit vingt-huit ans avant le début de la rédaction de son texte. On suppose qu'il a donc gardé copie de certains documents, ou bien qu'il se remémore les avoir consulté une trentaine d'années auparavant. Voir Elara Bertho et Marie Rodet (2020), *op. cit.*, p. 187-188, note 208 et 211 : https://doi.org/10.1163/9789004424876_005.

¹⁵ Bertho et Rodet (2020), *op. cit.*, p. 11 : https://doi.org/10.1163/9789004424876_004.

¹⁶ Djiguiba Camara, p. 68 du tapuscrit (https://doi.org/10.1163/9789004424876_005). Hebdomadaire du Gouvernement général de l'AOF, le *Bulletin d'Information et de renseignements* de l'AOF publiait entre 1934 et 1939 des données sur tous les thèmes et événements intéressant l'AOF (économie, nominations, ethnographie, enseignement, revue de presse etc.), sous forme de courts articles de synthèse ou d'extraits d'articles des autres revues. Sur Dominique Traoré, cf. « Dominique Traoré (1891-1972) », *Les hussards noirs des savoirs*, « Notices biobibliographiques ». URL : <https://bibcolaf.hypotheses.org/notices-biographiques/dominique-traore>.

¹⁷ Si les débats entre auteurs africains étaient monnaie courante dans la presse généraliste d'AOF, il se font plus rares dans les textes à vocation ethnographique ou historique, du fait de leur rareté, comparée aux écrits de presse. Cf. Labrune-Badiane et Smith (2018), p. 217.

Djiguiba Camara met également l'accent sur son « capital d'autochtonie », garant selon lui d'un savoir plus authentique : « Mon but était de faire connaître certaines erreurs, de relever certaines déficiences dues à un manque de documentation pure », lit-on dans son avant-propos. Cette posture de l'authenticité est typique des lettrés africains écrivant à cette période, encouragée même par l'administration à assumer ce rôle d'ethnographe « de l'intérieur », comme auxiliaires du savoir produit par les Européens, mais produisant un savoir de première main en raison des compétences linguistiques et de la bonne connaissance du « milieu indigène » par ces lettrés africains. Mais de l'affirmation de sa légitimité à produire un savoir à celle consistant à repérer et critiquer les erreurs ou manques des travaux européens préexistants, il y a là un « saut » que tous ne franchiront pas, loin s'en faut, dans le contexte de l'AOF d'avant 1945¹⁸. Il faut avoir acquis une certaine expérience de publications, ou un certain statut, pour se le permettre. Djiguiba Camara, devenu chef de canton, assuré de son statut et de son autorité à partir des années 1930¹⁹, est de ceux-là, même si son propos reste particulièrement mesuré : « faire connaître certaines erreurs », « relever certaines déficiences », l'indéterminé « certaines » permettant de ne pas citer nommément les auteurs auxquels il s'oppose²⁰.

Plutôt qu'à une écriture de combat, nous avons donc affaire à une écriture de notable, un travail historique qui accompagne la pratique de chef de canton et s'inscrit dans une stratégie de notabilisation assumée.

Notabilisation et défense de la chefferie

En effet, comme le montrent Elara Bertho et Marie Rodet, ce n'est pas un hasard si le travail d'écriture commence en 1928, quand Djiguiba Camara accède au statut de chef de canton D'interprète, mobile, Djiguiba est devenu chef, enraciné dans son canton²¹. Dans ce contexte, on ne s'étonnera pas outre mesure que le récit historique de Djiguiba Camara ne soit évidemment pas dénué d'arrière-pensées politiques dans le présent. Ainsi, dès le début du texte, sa présentation du pouvoir Camara est sans ambiguïtés : « La postérité va reconnaître dans ces Camara les vrais détenteurs du pouvoir juridique et de commandement²². » Partout en Afrique coloniale, dans le contexte de l'*indirect rule* des années 1920-1940, la prétention à la chefferie a constitué un important déclencheur d'écriture²³. En ce sens, le profil de Djiguiba Camara rappelle, pour l'AOF, ceux de lettrés ayant occupé des positions d'autorité comme chef de canton ou interprète et ayant

¹⁸ Pour de tels exemples d'élèves-maîtres et lettrés africains d'AOF (Agaly Maïga, Mamadou Sissoko, Fily Dabo Sissoko, Maximilien Quénou, Paul Hazoumé...), n'hésitant pas à critiquer des auteurs européens dans leurs publications à visée scientifique, voir Labrune-Badiane et Smith (2018), p. 303-309.

¹⁹ Comme de nombreux instituteurs et chefs de canton qui ont eu des démêlés en début de carrière avec l'administration, Djiguiba Camara a connu un début de carrière mouvementé (*Essai d'histoire locale*, dans Bertho et Rodet [2020], p. 11-12 : https://doi.org/10.1163/9789004424876_005). À partir des années 1930, en revanche, les médailles et les marques de reconnaissance ne cessent de s'accumuler, la position de notabilité de Djiguiba Camara semble bien établie.

²⁰ Djiguiba Camara, p. 2 du tapuscrit (dans Bertho et Rodet [2020] : https://doi.org/10.1163/9789004424876_005).

²¹ « Djiguiba Camara commence à rédiger l'*Essai d'histoire locale* et à collecter des informations à cet effet à partir de sa nomination de chef de canton du Simandougou en 1928 sur incitation de l'administrateur colonial de l'époque ». *Essai d'histoire locale*, p. 22 (dans Bertho et Rodet [2020] : https://doi.org/10.1163/9789004424876_005).

²² Djiguiba Camara, p. 32 du tapuscrit (dans Bertho et Rodet [2020] : https://doi.org/10.1163/9789004424876_005).

²³ Labrune-Badiane et Smith (2018), *op. cit.*, p. 362-366.

écrit sur leur famille ou leur région, tels pour une première génération, les Yoro Dyaw (1847-1919), Rawan Boy (né en 1848) ou Abdoulaye Kane (1848-1924) au Sénégal, puis pour une seconde génération les Abdou Salam Kane (1879-1955), Ibrahima Diaman Bathily (1897-1947) et Ely Manel Fall (1889-1950) au Sénégal, Moussa Travélé (18...-1941) et Fily Dabo Sissoko (1897-1964) au Soudan, Dim Delobsom (1897-1940) en Haute-Volta. Pour la première période, du début du siècle aux années 1930, il s'agissait souvent de convaincre les Français des prétentions à la chefferie de sa famille, de rappeler le rôle qu'elle avait joué dans la conquête coloniale aux côtés des colonisateurs, qu'elle était à la fois du bon côté de l'histoire, celui des vainqueurs, et légitime à régner localement face aux branches concurrentes. Pour la seconde période, celle des années 1950, la défense de la chefferie consiste désormais surtout à répondre aux assauts des nouvelles générations politiques montantes décidées à mettre fin à ces figures vieillissantes de la « féodalité ». Il s'agit cette fois de rappeler au colonisateur qu'elle est un pôle de stabilité politique contre l'agenda réformiste du RDA et un rempart contre l'évolution incontrôlée des mœurs, en particulier l'urbanisation, creuset de ce même progressisme politique. Le propos se fait alors plus franchement conservateur : « Mon but était de rabattre l'orgueil des bourgeois d'aujourd'hui, de rehausser le prestige de l'armature évidemment qui puise ses sources et ses pouvoirs dans la volonté ancestrale qui est, après tout, une justice²⁴. » Les interlocuteurs de Djiguiba Camara sont ici les Yacine Diallo, Mamba Sano, Maurice Montrat, Barry Diawadou, Ibrahima Barry, Sékou Touré... ces lettrés et hommes politiques guinéens qui débattent de l'avenir de la chefferie, de l'évolution de la société et des projets de société concurrents pour le territoire de Guinée au lendemain de la seconde guerre mondiale. Dans cette configuration, Djiguiba Camara incarne le pôle traditionaliste face au pouvoir montant de Sékou Touré et à l'abolition de la chefferie en 1957²⁵, qui n'est pas sans rappeler les oppositions de Fily Dabo Sissoko et du PSP face aux visées réformatrices de Modibo Keita et de l'US-RDA (Union soudanaise-Rassemblement démocratique africain) au Mali²⁶.

C'est encore sans doute dans ce contexte des années 1950 qu'il faut comprendre les propos de Djiguiba Camara sur la civilisation moderne qui « déforme » les hommes, leur civilité traditionnelle en particulier : « la civilisation avec son inexorable optimisme, introduit des mœurs nouvelles qui tendent à tout voiler, à tout déformer, même les hommes. Devant la montée des concepts européens, notre devoir n'est pas d'opposer une résistance (passive ou active), mais d'aider à nous comprendre pour nous aimer ». Mais ce discours a une généalogie plus ancienne, qui remonte à l'entre-deux-guerres où il constituait le discours officiel d'un Brévié (gouverneur général de l'AOF, 1930-1936) ou d'un Albert Charton (inspecteur général de l'enseignement en AOF, 1929-1937), ressassant le danger de l'assimilation et de la modernisation incontrôlée de l'AOF. Propos conservateur assurément, mais aussi patriotique, quand il est décliné non plus par les autorités d'AOF, mais par ces figures lettrées pionnières d'AOF.

²⁴ Djiguiba Camara, p. 2 du tapuscrit (dans Bertho et Rodet [2020] : https://doi.org/10.1163/9789004424876_005).

²⁵ Sa présence comme suppléant puis à la tête de la liste de la « Défense ses intérêts ruraux » en 1951-1952 prend ici tout sens, de même que son opposition à Sékou Touré à partir de 1953. *Essai d'histoire locale*, p. 12-13. (dans Bertho et Rodet [2020] : https://doi.org/10.1163/9789004424876_005).

²⁶ Pour restituer l'ambiance de ces débats sur la fin de la chefferie, on lira avec profit l'article de Juliette Ruaud sur le cas du Sénégal voisin : Juliette Ruaud (2019), « Les derniers fils de chefs de canton au Sénégal : "Nous étions des sujets, nous sommes devenus des compléments d'objet direct" ». *Cahiers d'études africaines*, vol. 234, n° 2, p. 571-595. <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.26045>.

Du « local » et de l'AOF

« Essai d'histoire locale » : le titre n'est pas anodin. Il semble renvoyer, en effet, au contexte d'écriture des années 1930, à la hiérarchie coloniale dans la production des savoirs : à cette époque l'histoire générale de l'AOF ou de ses territoires est réservée aux auteurs Français, les auteurs africains d'AOF sont invités à faire des recherches d'abord et seulement sur leur localité, leur canton ou cercle. Cette échelle locale d'analyse, pour imposée qu'elle soit, n'en est pas moins largement appropriée, valorisée et mise à profit par les auteurs. Ainsi Djiguiba Camara s'attelle à donner une personnalité historique originale à cette entité : « Mon but était de dégager une é[en]tité régionale, de faire voir qu'ici, il y avait un semblant d'organisation, un attachement profond de l'homme à son sol, à ses coutumes, à ses traditions. » « Un semblant d'organisation », le propos reste prudent et mitigé, mais l'intention est bien là : montrer l'intérêt et l'utilité des institutions et répertoires culturels traditionnels locaux. Ce faisant, Djiguiba Camara est bien dans la ligne du culturalisme officiel du début des années 1930 évoqué plus haut visant à réenraciner les « sujets » africains dans leurs terroirs.

Mais surtout, en soulignant l'intérêt d'étudier cet échelon local, Camara parvient à en faire ressortir la contribution à l'histoire plus générale, comme un microcosme ou se donne à voir en réduction les forces qui meuvent l'ensemble de l'AOF : migrations, généalogies et constitution des pouvoirs locaux, conflits et expansion des maisons et principautés, islam et enseignement coranique, réseaux commerciaux, transformations économiques. Mais son récit, surtout, s'affranchit d'un cadre local trop exigü : comment raconter l'entreprise samorienne sans inclure tout une partie du Soudan et de la Côte d'Ivoire, l'importance des réseaux *jula* et des jeux d'alliances transrégionaux ? C'est en cela que son récit est bien plus qu'une monographie historique locale telle que paramétrée par les autorités dans les années 1920 et 1930.

Un historien « maison »

La défense de la chefferie et la valorisation de la « petite patrie » vont de pair chez Djiguiba Camara. Pour autant, on aurait probablement tort de réduire son entreprise à ces seules dimensions instrumentales et patriotiques. C'est aussi le travail d'un lettré qui se prend de passion pour l'histoire, qui développe un intérêt d'historien pour son objet, et qui à défaut d'une méthode scientifique, faute d'une formation en la matière, mérite bel et bien le label d'historien. Historien *homespun*, dira-t-on²⁷.

Sa passion intellectuelle pour son objet le conduit à dépasser le format bien connu des monographies de cercle ou des coutumiers juridiques, et transparaît, me semble-t-il, dans son rapport à la chronologie. En effet, la dernière partie du texte, dans laquelle l'auteur propose un bilan de l'administration des hommes sous Samori puis sous l'occupation française, ressemble de prime abord au format des monographies scolaires, destinées à faire ressortir les grands changements introduits par l'administration française en dramatisant les contrastes entre les temps d'« avant les Français » puis « après l'arrivée des Français ». Mais le découpage

²⁷ Derek Peterson et Giacomo Macola (2009) « Introduction: Homespun Historiography and the Academic Profession », in Derek Peterson et Giacomo Macola, (eds), *Recasting the Past, History Writing and Political Work in Twentieth Century Africa*, Athens, Ohio University Press, p. 1-28. URL : <http://www.jstor.org/stable/j.ctt1rfsp7k.4>.

chronologique qu'il propose est en réalité plus original et intéressant, grâce à une périodisation plus fine au sein de chaque ensemble : « sous les Camara », sous les Cissé – « les marabouts », « sous Samori », 1892-1911, 1912-1928, 1919-1925, 1925-1929, 1930-1934, 1935-1939, 1939-1948. Ce découpage permet à l'auteur de montrer les évolutions, tant précoloniales que coloniale (enseignement, cycles économiques, pratiques judiciaires...) qui donnent sa place au changement social notamment (cf. les évocations sur l'évolution des prix, l'évolution dans le rapport à l'autorité, etc.). Sur chaque période identifiée, le propos est bref, mais les indications en style télégraphique sont précieuses, résumant en une à deux phrases l'époque et ses principaux enjeux, révélant à la fois un réel intérêt historien et une capacité de synthèse toute administrative.

Différentes strates de pouvoirs prennent forme dans ce récit : les Camara, les Cissé, Samori, les Français sont comparés les uns aux autres, dans un exercice intellectuel analogique et contrastif qui est souvent la marque d'une imagination patriotique ou proto-nationaliste²⁸. Mais il ne faut pas se méprendre sur ce patriotisme Camara avec nos lunettes contemporaines : ce sont moins les Français, dont l'œuvre semble largement célébrée dans le texte, que Samori et surtout, avant lui, les Cissé qui sont visés par la critique. La comparaison entre pouvoir samorien et pouvoir français, exercice attendu dans les écrits de l'époque, est doublée et complexifiée d'une comparaison Camara *versus* Cissé peu flatteuse pour les Cissé, et Camara *versus* Samori, permettant de rehausser le statut des Camara, sans toutefois passer sous silence les limites de puissance de ce pouvoir Camara, là où Samori saura lui mettre sur un pied un « *fiscal-military state* » éphémère mais autrement plus efficace que la petite chefferie Camara²⁹.

Poids des formats d'écriture ou traduction culturelle ?

L'influence des formats d'écriture scolaires et administratifs sur son propre processus d'écriture est incontestable, mais il faut aussi souligner sa capacité à les dépasser, à les transformer, à produire une écriture fondamentalement hybride.

Maints passages du texte confirment le poids des modèles scolaires d'écriture³⁰. Ainsi pour évoquer les chasseurs, Djiguiba Camara écrit « les émules de Diane », alors que dans les traditions orales malinké on dirait sans doute « les enfants de Sané et Kotron ». Pour les *tana* (interdits), il écrit plutôt « totem », pour désigner un *fama* il écrit « haut-commissaire »³¹, pour les griots il

²⁸ John Lonsdale (2009), « Writing Competitive Patriotisms in Eastern Africa », in Derek Peterson et Giacomo Macola, (eds), *Recasting the Past, History Writing and Political Work in Twentieth Century Africa*, Athens, Ohio University Press, p. 251-267. URL : <http://www.jstor.org/stable/j.ctt1rfsp7k.16>.

²⁹ On trouve chez Fily Dabo Sissoko une volonté similaire de recontextualiser les empires perçus comme éphémères de la seconde moitié du XIX^e siècle au profit des petits royaumes antérieurs tout en reconnaissant la valeur de meneur d'hommes des grands conquérants, comme El Hadj Omar et Samori Touré : « Historiquement, le peuple bambara est le seul peuple noir soudanais qui soit demeuré libre depuis le XVII^e siècle (...). Le cas "El Hadj Omar", le cas "Samori", ne sont au fond que des cas épisodiques n'ayant intéressé chacun qu'une ou deux générations ». Fily Dabo Sissoko (1931), « L'enfant bambara du Djitoumou », manuscrit, p. 11.

³⁰ Les deux volumes rédigés par le fils de Djiguiba Camara, El Hadj Daouda Damaro Camara, dépassant le millier de pages, précédé de citations de Voltaire et de Balzac et intitulé « Aspects de la civilisation mandingue », révèlent peut-être encore davantage le poids du modèle scolaire voire encyclopédique.

³¹ « Farin Kaman est le Chef incontesté, le détenteur du pouvoir. Il exerce les fonctions de haut-commissaire, règle les différends, punit sanctionne toutes les fautes dans les pays relevant de son autorité complète » (p. 12 du tapuscrit ; dans Bertho et Rodet [2020] : https://doi.org/10.1163/9789004424876_005).

traduit pour le lecteur en précisant que ce sont les « troubadours d'Afrique », ou il compare telle troupe d'élite de Samori aux « soldats de l'an II », et telle autre à la « Légion Étrangère ». Il écrit volontiers « la sylve » au lieu « forêt ». Enfin, en plusieurs passages, apparaît un langage juridique très spécialisé qui témoigne de sa pratique des tribunaux indigènes.

Sa présentation de l'administration de la « justice indigène » et de son évolution est aussi intéressante. S'il reprend dans les grandes lignes le plan d'exposition des coutumiers juridiques coloniaux sur les différentes « lois et coutumes », et leur tropisme essentialiste visant à décliner les implications juridiques de diverses coutumes pour la justice indigène coloniale, il ne s'y limite pas³². Ses énumérations et listes parfois répétitives ont une double origine : les formats des coutumiers juridiques mais aussi les traditions orales, qui fonctionnent selon une logique d'énumération, qui ne doit rien à la raison administrative ou ethnographique coloniale, mais aux logiques propres des récits oraux. Réinvention de la tradition certes, réification juridique de pratiques sociales certes, mais aussi un style d'énonciation et un univers normatif local, restitués dans leur richesse et leur évolution dans le temps.

Ces passages plus sociologiques du texte de Djiguiba Camara rappellent les écrits de Souleymane Kanté, fondateur de l'alphabet n'ko et dont les innombrables ouvrages et extraits publiés sous forme de brochures en n'ko s'inscrivent dans ce même style d'énumération de lois et principes qui amalgament sur la forme et sur le fond le style des coutumiers et celui des traditions orales malinké³³. Avec, toutefois, une différence majeure : Kanté écrivait en malinké et dans un alphabet spécifique pour un public malinké, Djiguiba Camara écrit dans un français scolaire un texte destiné à la publication pour un lectorat français et la petite élite lettré francophone d'AOF. Les passages en langue malinké sont traduits pour le lectorat francophone, à l'inverse les expressions et idiomatismes français eux ne sont pas traduits pour un public francophone moins lettré.

Comme l'expliquent Elara Bertho et Marie Rodet, le travail de traduction culturelle opéré par Djiguiba Camara procède par une mise en équivalence, qui témoigne de la volonté de faire connaître à un lectorat non-autochtone les réalités culturelles locales. Cette traduction est aussi implicitement une mise équivalence en dignité et en intérêt de deux univers culturels différents. Autrement dit, l'explication par le seul placage de formats scolaires n'explique pas tout. Il y a aussi à l'œuvre, comme le montrent les autrices, une vraie volonté d'être un passeur linguistique et culturel entre ces deux mondes. On peut se demander malgré tout pourquoi Djiguiba Camara

³² Sur ce point, les passages de Djiguiba Camara seraient à comparer à ceux de l'instituteur Mamby Sidibé, auteur d'un coutumier juridique sur le cercle de Kita au Soudan publié dans le *BCEHSAOF* en 1932, et d'Abdou Salam Kane dont un recueil de coutumes du Fouta Toro sont aussi publiés dans le *BCEHSAOF* en 1935. Pour d'autres exemples, cf. Jean-Hervé Jézéquel (2006), « Collecting Customary Laws: Educated Africans, Ethnographic Writings and the Making of Colonial Justice in French West Africa », in Benjamin Lawrance, Emily Lynn Osborn et Richard L. Roberts (eds), *Intermediaries, Interpreters, and Clerks: African Employees in the Making of Colonial Africa*, Madison, University of Wisconsin Press, p. 139-158.

³³ Sur l'œuvre de Souleymane Kanté (1922-1987), voir Jean-Loup Amselle (2001), *Branchements. Anthropologie de l'universalité des cultures*, Paris, Flammarion, et le numéro de *Mande Studies* (n° 3, 2001. URL : <https://www.jstor.org/stable/440170300>) qui lui a été consacré, en particulier l'introduction de Dianne Oyler (2001), « The Era of Mande Enlightenment » (*Mande Studies*, n° 3, p. 75-94. URL : <http://www.jstor.org/stable/44080351>), et les articles de David C. Conrad, « Reconstructing Oral Tradition: Souleymane Kante's Approach to Writing Mande History » (p. 147-200. URL : <http://www.jstor.org/stable/44080355>) et Valentin Vydrine, « Souleymane Kanté, un philosophe-innovateur traditionnaliste maninka vu à travers ses écrits en nko » (p. 99-131. URL : <http://www.jstor.org/stable/44080353>).

n'a pas envisagé de traduire son texte en malinké, puisque sa volonté était de faire connaître plus largement l'histoire. On reste en effet avec ce texte dans le registre d'écrits « europhones » destinés à un public assez restreint à l'époque. Mais sans doute faut-il aussi admettre que les mobiles de l'écriture ont évolué avec le temps, entre le mitan des années 1920 et celui des années 1950, contribuant au caractère intrinsèquement polymorphe de ce texte, et faisant aussi tout son intérêt.

Références

- AMSELLE Jean-Loup (2001), *Branchements. Anthropologie de l'universalité des cultures*, Paris, Flammarion.
- BAYART Jean-François (1989), *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 439 p.
- BECKER Charles, COLIN Roland, DARONIAN Liliane et PERROT Claude-Hélène (dir.) (2015), *Relire Yves Person*, Paris, Présence africaine.
- BERTHO Elara (2019), *Sorcières, tyrans, héros : mémoires postcoloniales de résistants africains*, Paris, Honoré Champion, coll. « Francophonies », 518 p.
- BERTHO Elara et RODET Marie (2019), « Mise en scène familiale, usages du savoir et campagnes politiques : Djiguiba Camara (Guinée) », *Cahiers d'études africaines*, vol. 234, n° 2, p. 543-570. <https://doi.org/10.4000/etudesafricaines.26012>.
- BERTHO Elara et RODET Marie (2020), *Essai d'histoire locale de Djiguiba Camara*, Leiden, Brill, « African Sources for African History », Volume 17. <https://doi.org/10.1163/9789004424876>.
- CONRAD David C. (2001), « Reconstructing Oral Tradition: Souleymane Kante's Approach to Writing Mande History », *Mande Studies*, n° 3, p. 147-200. URL : <http://www.jstor.org/stable/44080355>
- DULUCQ Sophie (2006), « Des yeux africains derrière des lunettes européennes ? Historiographie et logiques autochtones en AOF (c. 1900-c. 1930) », *Outre-mers, revue d'histoire*, n° 352- 353, p. 15-32, <https://doi.org/10.3406/outre.2006.4221>.
- DULUCQ Sophie (2009), « Les Africains et la mise en récit du passé (fin xixe siècle-années 1930) », dans *Écrire l'histoire de l'Afrique à l'époque coloniale. (xix^e-xx^e siècles)*, Paris, Karthala, p. 161-207. URL : <https://www.cairn.info/ecriture-l-histoire-de-l-afrique-a-l-epoque-colonial--9782811102906-page-161.htm>.
- JEZEQUEL Jean-Hervé (2003), « Le “nationalisme officiel” du Parti progressiste soudanais (PSP). Histoire d'un projet politique inabouti », *Anales de Desclasificación*, vol. 1, n° 1, 2003, p. 175-186.
- JÉZÉQUEL Jean-Hervé (2006), « Collecting Customary Laws: Educated Africans, Ethnographic Writings and the Making of Colonial Justice in French West Africa », in Benjamin Lawrance, Emily Lynn Osborn et Richard L. Roberts (eds), *Intermediaries, Interpreters, and Clerks: African Employees in the Making of Colonial Africa*, Madison, University of Wisconsin Press, p. 139-158.
- JÉZÉQUEL Jean-Hervé (2007), « Voices of Their Own? African Participation in the Production of Colonial Knowledge in French West Africa, 1910–1950 », in Helen Tilley (ed.), *Ordering Africa. Anthropology, European Imperialism, and the Politics of Knowledge*, Manchester, Manchester University Press, p. 145-172.
- LONSDALE John (2009), « Writing Competitive Patriotisms in Eastern Africa », in Derek Peterson et Giacomo Macola, (eds), *Recasting the Past, History Writing and Political Work in Twentieth Century Africa*, Athens, Ohio University Press, p. 251-267. URL : <http://www.jstor.org/stable/j.ctt1rfs7k.16>.
- LÜSEBRINK Hans-Jürgen (2003), *La conquête de l'espace public colonial. Prises de parole et formes de participation d'écrivains et d'intellectuels africains dans la presse à l'époque coloniale (1900-1960)*, Québec/Frankfurt am Main/London, Nota bene/IKO-Verlag.
- MANCHUELLE François (1995), « Assimilés ou patriotes africains ? Naissance du nationalisme culturel en Afrique française (1853-1931) », *Cahiers d'études africaines*, vol. 35, n°138-139. p. 333-368. <https://doi.org/10.3406/cea.1995.1453>.

- OYLER Dianne (2001), « The Era of Mande Enlightenment », *Mande Studies*, n° 3, p. 75-94. URL : <http://www.jstor.org/stable/44080351>.
- PERSON Yves (1968-1970-1975), *Samori, Une révolution dyula*, Dakar, IFAN, 3 tomes.
- PETERSON Derek et MACOLA Giacomo (2009) « Introduction: Homespun Historiography and the Academic Profession », in Derek Peterson et Giacomo Macola, (eds), *Recasting the Past, History Writing and Political Work in Twentieth Century Africa*, Athens, Ohio University Press, p. 1-28. URL : <http://www.jstor.org/stable/j.ctt1rfsp7k.4>.
- RODET Marie (2010), « “Le Commandant a refusé catégoriquement de me redonner mes femmes”. Genre, émancipation des esclaves et migration au Soudan français (1900-1914) », dans Myriam Cottias (éd.), *Les traites et les esclavages: Perspectives historiques et contemporaines*, Paris, Karthala, p. 235-247. <https://doi.org/10.3917/kart.cotti.2010.01.0235>.
- RUAUD Juliette (2019), « Les derniers fils de chefs de canton au Sénégal : “Nous étions des sujets, nous sommes devenus des compléments d’objet direct” ». *Cahiers d’études africaines*, vol. 234, n° 2, p. 571-595. <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.26045>.
- SMITH Étienne et LABRUNE-BADIANE Céline (2018), *Les Hussards noirs de la colonie. Instituteurs et petites patries en AOF*, Paris, Karthala.
- VYDRINE Valentin (2001), « Souleymane Kanté, un philosophe-innovateur traditionnaliste maninka vu à travers ses écrits en nko », *Mande Studies*, n° 3, p. 99-131. URL : <http://www.jstor.org/stable/44080353>.